

**CONTRAT DE MOBILITE  
POUR LES MOBILITES DE STAGE DU PROGRAMME ERASMUS+  
CONSORTIUM ERASMUS + DES ETABLISSEMENTS DE FORMATION  
SANITAIRE ET SOCIALE DE MIDI-PYRENEES**

Nom légal complet de l'établissement d'envoi :  
Code Erasmus de l'établissement d'envoi (ex : TOULOUS32) :  
Adresse (adresse légale complète) :

***Ci-après dénommé "l'établissement", représenté pour la signature de cet accord par (nom, prénom et fonction) d'une part, et***

Monsieur/Madame : (Nom et prénom du participant)  
Date de naissance :  
Nationalité :  
Adresse (adresse officielle complète) :  
Téléphone : E-mail :  
Sexe [M/F] :  
Année académique : 20../20..  
Cycle d'études : ☐ 1<sup>er</sup> cycle ☐ 2<sup>ème</sup> cycle ☐ 3<sup>ème</sup> cycle ☐ cycle court  
Domaine d'études (diplôme de l'établissement d'envoi) :  
Code ISCED : ☐ Santé ☐ Services sociaux  
Nombre d'années d'études supérieures achevées :  
Le participant sera allocataire de fonds européens.

L'allocation comprendra :  
☐ un complément de financement en raison de son handicap

Pour tous les participants bénéficiant d'une aide financière européenne, excepté les non-allocataires :

Numéro de compte bancaire sur lequel la subvention sera versée :  
Titulaire du compte (si différent de l'étudiant) :  
Banque :  
BIC :  
IBAN :

***Ci-après dénommé "le participant" d'autre part,***

ont accepté les conditions particulières et annexes ci-dessous, qui font partie intégrante du présent contrat (« le contrat ») :

Annexe I Contrat de formation pour les mobilités de stage du programme Erasmus+  
Annexe II Conditions générales  
Annexe III Charte de l'étudiant Erasmus +

Les conditions particulières prévalent sur celles des annexes.

L'annexe I ne devra pas obligatoirement comporter les signatures originales, les signatures scannées et électroniques étant acceptées, selon la législation nationale.

## **CONDITIONS PARTICULIERES**

### **ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT**

---

1.1 **L'établissement d'enseignement supérieur** s'engage à apporter son aide au participant à un programme de mobilité de stage du programme Erasmus+.

1.2 Le participant accepte l'aide financière dont le montant est indiqué à l'article 3.1 et s'engage à réaliser le programme de mobilité de stage, tel que défini dans l'annexe I.

1.3 Toute modification au contrat devra être demandée et acceptée par les 2 parties par courrier postal ou électronique.

### **ARTICLE 2 – PRISE D'EFFET DU CONTRAT ET DUREE DE LA MOBILITE**

---

2.1 Le contrat prend effet à la date de signature de la dernière des 2 parties.

2.2 La période de mobilité devra commencer le ..... au plus tôt et finir le..... au plus tard.

La date de début de mobilité sera le premier jour de présence obligatoire du participant dans l'établissement/organisme/entreprise d'accueil. Les cours de langues suivis dans un établissement différent de l'établissement d'accueil feront partie intégrante de la période de mobilité. Dans ce cas, la date de début de mobilité sera le premier jour de cours de langues hors de l'établissement d'accueil. La date de fin de mobilité sera le dernier jour de présence obligatoire dans l'établissement/organisme/entreprise d'accueil.

2.3 Le participant recevra une subvention européenne pour ..... jours.  
Le participant bénéficiant d'une subvention européenne, le nombre de jours devra correspondre à la durée de la mobilité.

2.4 La durée totale de la période de mobilité, y compris les participations précédentes au programme EFTLV, ne devra pas excéder 12 mois par cycle d'études.

2.5 Les demandes de prolongation de durée de mobilité devront être faites au minimum un mois avant la fin de la période de mobilité.

2.6 Le relevé de notes et l'attestation de présence de stage (ou les déclarations attachés à ces documents) devront comporter les dates effectives de début et de fin de mobilité.

### **ARTICLE 3 – AIDE FINANCIERE**

---

3.1 L'aide financière pour la période de mobilité est de ..... Euros, correspondant à ..... Euros pour 30 jours.

3.2 Le montant total pour la période de mobilité devra être calculé en multipliant le nombre de jours/mois définis à l'article 2.3 par le taux applicable par jour/mois pour le pays de destination concerné, comme spécifié à l'article 3.1. Dans le cas de mois incomplets, le montant de la subvention est calculé en multipliant le nombre de jours au 30<sup>ème</sup> du montant mensuel.

3.3 Le remboursement de frais encourus liés à des besoins spécifiques lié à un handicap sera effectué sur la base des justificatifs fournis par le participant.

3.4 L'aide financière ne pourra être utilisée pour couvrir des coûts faisant déjà l'objet d'un autre financement européen.

3.5 Nonobstant l'article 3.4, la subvention est compatible avec toute autre source de financement y compris une rémunération perçue par le participant travaillant pendant ses études/son stage, dans la mesure où les activités prévues dans l'annexe I sont réalisées.

3.6 L'aide financière ou une partie de celle-ci devra être remboursée si le participant ne satisfait pas aux termes du contrat. Cependant, le remboursement ne pourra être demandé si le participant a été dans l'impossibilité de réaliser les activités planifiées définies dans l'annexe I, pour un cas de force majeure. Les cas de force majeure devront être communiqués par l'établissement, pour acceptation, à l'Agence nationale.

#### ARTICLE 4 – PAIEMENT

---

Dans les 30 jours calendaires suivant la signature du contrat par les 2 parties et au plus tard le jour de début de la période de mobilité, un préfinancement de 80 % du montant défini à l'article 3 devra être versé au participant. Dans le cas où le participant ne fournit pas les documents de mobilité exigés dans les temps impartis fixés par l'établissement d'envoi, un report du délai de paiement du préfinancement pourra être exceptionnellement accepté par l'agence.

4.2 Si le paiement défini à l'article 4.1 est inférieur à 100 %, la soumission en ligne du rapport des participants sera considérée comme demande de paiement du solde de l'aide financière. L'établissement disposera de 45 jours calendaires pour effectuer le versement du solde ou émettre un ordre de reversement en cas de remboursement.

#### ARTICLE 5 – ASSURANCE

---

5.1 Le participant devra bénéficier d'un niveau de couverture adéquat en matière de protection sociale, d'accident du travail et de responsabilité civile pendant le séjour à l'étranger. Il est à noter que le régime de sécurité sociale français peut dans certaines conditions qui sont décrites ci-dessous prendre en charge les frais de santé et les frais liés à un accident du travail survenu lors du stage à l'étranger.

5.2 Assurance maladie : obligatoire pour les études et les stages

Lorsque le stage se déroule dans un pays membre de l'Union Européenne et de l'Espace économique européen, l'étudiant est couvert par son régime de sécurité sociale étudiant pour la prise en charge des soins imprévus et médicalement nécessaires. Pour ce faire, l'étudiant doit impérativement demander auprès de son organisme d'assurance maladie avant son départ en mobilité la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM). Pour preuve de son implication, l'étudiant doit fournir une copie de sa Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM) lors de la signature du contrat de mobilité.

Cependant, cette couverture peut s'avérer insuffisante, notamment lors d'un rapatriement ou d'une intervention médicale spécifique. Une assurance santé complémentaire peut s'avérer fort utile. Il est de la responsabilité de l'établissement d'envoi d'informer l'étudiant sur l'existence de ces couvertures complémentaires.

Lorsque le stage se déroule dans un pays non membre de l'Union Européenne et l'Espace économique européen tels que la Turquie et l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine, les étudiants qui engagent des frais de santé à l'étranger peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale Etudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement se fera alors sur la base des tarifs de soins français, des écarts importants pouvant exister.

Il est donc fortement recommandé à l'étudiant de souscrire une assurance Maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...).

Exception : si l'organisme d'accueil fournit à l'étudiant une couverture Maladie en vertu des dispositions du droit local, alors l'étudiant peut choisir de bénéficier de cette protection Maladie locale. Avant d'effectuer un tel choix, il vérifiera l'étendue des garanties proposées.

### 5.3 Assurance responsabilité civile : obligatoire pour les stages

Une assurance responsabilité civile couvre les dommages causés par le participant pendant son séjour en mobilité (qu'il soit présent ou non sur le lieu de travail). Il existe différents types de garanties selon les pays impliqués dans les programmes de mobilités de stage transnationales. Le participant court par conséquent le risque de ne pas être couvert. Ainsi, l'établissement d'envoi a la responsabilité de vérifier que l'assurance responsabilité civile couvre obligatoirement à minima les dommages causés par le participant sur le lieu de travail. L'annexe I-contrat de formation indique si l'assurance responsabilité civile est prise en charge ou non par l'établissement d'accueil. Si ce n'est pas une obligation légale nationale du pays d'accueil, cela peut ne pas être rendu obligatoire dans l'établissement d'accueil.

Dans le cas où l'établissement d'accueil ne prévoit pas une telle police d'assurance, l'étudiant s'engage à se couvrir par un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique, etc...) et par un contrat d'assurance individuelle accident. Pour preuve de son implication, le stagiaire doit fournir au moment de la signature du présent contrat et du contrat de formation une attestation de responsabilité civile.

### 5.4 Assurance accident du travail : obligatoire pour les stages

Cette assurance couvre les dommages résultant d'un accident causé aux employés sur leur lieu de travail. Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :

- Ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection sociale accident du travail dans le pays étranger (une indemnité ou gratification est admise à hauteur de 12,5 % du plafond horaire de la sécurité sociale pour une durée légale hebdomadaire de 35 heures sous réserve de l'accord de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie).
- Se dérouler exclusivement dans l'organisme d'accueil apparaissant dans l'annexe I-contrat de formation.
- Se dérouler exclusivement dans le pays étranger mentionné dans l'annexe I-contrat de formation.

La déclaration des accidents du travail incombe à l'établissement d'envoi qui doit être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

La couverture concerne les accidents survenus :

- Dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures de stage
- Sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage
- Sur le trajet aller-retour (début et fin de stage) du domicile du stagiaire situé sur le territoire français et le lieu de résidence à l'étranger
- Dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil et obligatoirement sur ordre de mission.

Lorsque les conditions énoncées ci-dessus ne sont pas remplies, l'établissement d'envoi doit vérifier si l'organisme d'accueil assure les stagiaires contre les accidents du travail et le préciser dans l'annexe I-contrat de formation à la rubrique prévue à cet effet. Si l'établissement d'accueil ne couvre pas le participant (si ce n'est pas une obligation légale nationale du pays d'accueil, cela peut ne pas être rendu obligatoire dans l'établissement d'accueil), l'établissement d'envoi doit s'assurer que le participant est couvert par ce type d'assurance, contractée soit par l'établissement lui-même soit par le participant.

#### ARTICLE 6 – AIDE LINGUISTIQUE EN LIGNE

*Applicable uniquement pour les mobilités effectuées après le 1<sup>er</sup> octobre 2014 pour les langues disponibles sur l'outil en ligne*

---

- 6.1. Le participant devra faire évaluer en ligne ses compétences linguistiques, avant et à la fin de la période de mobilité (ou quand cela a été défini avec l'établissement), uniquement pour les langues d'enseignement/travail suivantes : anglais, français, allemand, italien et espagnol, exception faite des personnes dont la langue concernée est la langue maternelle. Le participant devra informer immédiatement l'établissement s'il est dans l'impossibilité de participer à l'évaluation en ligne.
- 6.2. [Facultatif] Le participant devra suivre les cours de ..... (préciser la langue) en ligne pour préparer au mieux sa période de mobilité, en utilisant la licence. Il devra immédiatement informer l'établissement s'il est dans l'impossibilité de suivre les cours en ligne.
- 6.3. [Facultatif] Le paiement du dernier versement de l'aide financière est soumis à l'évaluation en ligne obligatoire à la fin de la mobilité.

#### ARTICLE 7 – RAPPORT DU PARTICIPANT

---

- 7.1. Le participant devra compléter et soumettre le rapport du participant en ligne après sa période de mobilité dans un délai de 30 jours calendaires suivant la réception de la notification l'invitant à le faire.  
Les participants qui ne complètent pas et qui ne soumettent pas leur rapport seront susceptibles de rembourser partiellement ou intégralement l'aide financière reçue sur demande de leur établissement d'envoi.
- 7.2. Un rapport en ligne supplémentaire pourra être envoyé au participant afin d'apporter des informations complémentaires sur les acquis de l'expérience de mobilité.

## ARTICLE 8 –LOI APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

---

8.1 Ce contrat est régi par le droit français.

8.2 Le tribunal compétent déterminé conformément à la législation nationale applicable sera seul compétent pour connaître des litiges entre l'établissement et le participant concernant l'interprétation, l'application ou la validité de cette convention, si ce litige ne peut pas être réglé à l'amiable.

### SIGNATURES

Le participant  
[Nom - Prénom]

Pour l'établissement  
[Nom – Prénom - Fonction]

[Signature]

[Signature]

Fait à , le

Fait à , le